



LE POINT DE VUE DE

Aline Paillet

Le grain de sable

O ublié le temps où Mme Aubry était la numéro deux de Pechiney et préparait des fermetures pour concentrer l'activité de l'aluminium à Dunkerque pour plus de profit pour les actionnaires. On ne parlait pas encore de fonds de pension ! Je me souviens d'un temps où M. Jospin manifestait au bras de Mme Guigou. C'était en 1996 contre la fermeture de Vilvorde-Renault.

Puis, Lionel devint premier ministre, Martine partit à Lille pour mieux préparer son retour, Elisabeth laissa des placards bourrés d'explosifs au ministère de la Justice pour finir le sale boulot de Martine, sauvée par Lionel, qui signa, à sa place, la mort d'une forme de contrat social d'un simple coup de fil à M. Sellière après le film du dimanche soir !

Le tour de France des luttes fait rarement la « une » des journaux. Certes, l'économie se porte à merveille, mais à quel prix ?

Myris à Limoux : avril 2000 les derniers 182 salariés ont été licenciés. La grande majorité étaient des femmes qui se sont battues de manière exemplaire.

Moulinex en Normandie : affaire classée sans trop de bruit, mais pas sans traumatismes pour les salariés et leurs familles.

Cellatex : été de tous les dangers, celui du désespoir, mais l'émotion passe vite !

Michelin à Clermont-Ferrand : la lutte continue contre les menaces de licenciements.

Boyé, Rouleau Guichard à Toulouse : des centaines de licenciements pour cause de délocalisation des industries textiles et du démantèlement du Giat et de Thomson.

Toulouse encore, liquidation judiciaire de Job retardée d'une semaine par l'action des

salariés qui ont bloqué le tribunal administratif. La décision du gouvernement de ne pas intervenir pour payer les salariés pendant la durée de la recherche d'un repreneur, sert ainsi les intérêts de l'industriel Scheufelen. Est-on assuré que la seule industrie aéronautique absorbera un taux de chômage supérieur à la moyenne nationale lorsqu'on se souvient des « délocalisations » européennes de chaînes d'assemblage ?

Danone : plans de licenciements d'un empire qui fait des profits pour des actionnaires trop gourmands.

Rouen : des traminoles en grève de la faim depuis le 5 janvier pour soutenir cinq délégués syndicaux licenciés pour « entrave au travail ». La direction a proposé 50 000 F à chaque licencié en échange de l'abandon de toute plainte. Oui, mais la liberté syndicale ne se monnaie pas ! Les Rouennais ont découvert à cette occasion que le trans-

port en commun n'était plus sous régie municipale, mais avait été « offert » à l'empire Vivendi, comme dans de nombreuses villes, l'eau, les parkings, le chauffage, la gestion des déchets ou les cantines scolaires. Vivendi c'est aussi l'information, le cinéma, l'audiovisuel, le multimédia et l'édition. Vivendi serait-il bientôt le patron de la France ?

Je ne peux rendre compte de toutes les luttes car je suis loin de les connaître, tant le silence des médias est grand sur ces drames, souvent de grande ampleur, pour les salariés

mais aussi pour des régions dont la survie est liée à ces industries.

N'y a-t-il pas un lien entre tous ces licenciements et la « refondation sociale » chère au Medef ? Le seul grain de sable, ce sont les luttes syndicales, il faut donc les isoler. La grande presse s'y emploie et on ne peut pas dire que les centrales syndicales contribuent à rompre l'isolement des chômeurs à Marseille, des traminoles à Rouen, des salariés de Job et à fédérer les revendications entre privé et public, actifs et privés d'emploi, retraités et pouvoir d'achat.

N'y a-t-il pas un lien entre tous ces licenciements et la « refondation sociale » chère au Medef ?

En Europe, les comités d'entreprise européens n'ont qu'un pouvoir consultatif. La Confédération européenne des syndicats ne devrait-elle pas revendiquer un droit de veto sur les licenciements dans les entreprises bénéficiaires au lieu de se retrouver à Nice que pour manifester sous un mot d'ordre on ne peut plus fade : intégration de la charte des droits

fondamentaux dans le Traité alors qu'elle est une régression au regard des droits sociaux de la majorité des pays européens.

Serions-nous devenus schizophrènes lorsque, nous journalistes, nous annonçons en « une » la crise des chemins de fer britanniques ou celle de l'électricité en Californie pour cause de privatisation, tout en présentant les libéralisations comme des signes de modernité et d'efficacité en Europe, particulièrement en France, « la dernière de la classe » ?